

MIGRATIONS CLIMATIQUES ET CONFLITS¹

Pierre-Paul DIKA
Docteur en droit,
Institut de Documentation et de Recherche sur la paix (Ivry Sur Seine)²

Dans son assertion large, la migration consiste en un déplacement plus ou moins passif des populations dans le territoire national (déplacement) ou dans un pays voisin (refuge). La migration s'opère ainsi en deux temps : l'émigration qui est le fait de quitter son pays et l'immigration, lequel est l'entrée temporaire ou définitif dans le pays d'accueil. Selon les Nations Unies, le migrant international est une personne qui change de pays de résidence.

Les motifs sont divers et confèrent un caractère volontaire (décision des personnes) ou forcé (persécutions politiques, guerres, motifs environnementaux) ce qui est principalement le cas des déplacés ou des réfugiés. Le changement climatique constitue dès lors une donnée majeure dans l'étude des courants migratoires de même que les conséquences qui en découlent, les conflits en l'occurrence.

Etat des lieux général des déplacés et des réfugiés dans le monde

Des chiffres officiels estiment à 25 millions le nombre de réfugiés dans le monde. Cette explosion est due notamment aux guerres en Irak et en Afghanistan. En 2007, on estimait à 36 millions le nombre de déplacés internes dans le monde. A titre d'exemple, la Colombie en compte 3 millions, le Soudan 1 300 000, la Somalie 600 000, la République Démocratique du Congo 565 000. Ces chiffres ne doivent pas nous faire oublier qu'entre 1998 et 2005, 10 millions de réfugiés sont rentrés chez dont 1 000 000 d'afghans.

Force est de constater que ces chiffres donnent lieu à controverse. Selon le rapport de l'UNHCR (Le Haut commissariat aux réfugiés de l'ONU), il existe 33 millions de réfugiés et de déplacés internes, dont 10 millions pour la première catégorie et 22 pour la seconde. Il est aussi à noter que c'est un phénomène inexistant dans les pays du Nord, lesquels ne recensent aucun déplacé interne. Une exception peut être faite pour ce qui est de l'accueil des Etats-Unis, qui ont vu 1 million de déplacés en 2005 suite au cyclone Katrina.

Si ces Etats ne comptent aucun déplacé interne, ils accueillent un grand nombre de réfugiés. En 2006, les Etats-Unis comptaient 1 000 000 de réfugiés, l'Allemagne 660 000 et la France 185 000.

¹ Cet article est la version remaniée d'une conférence faite à Bobigny le 24 septembre 2008, à l'occasion de la 3^{ème} biennale de l'environnement organisée par le département de la Seine St Denis.

² Auteur des Fondements de la politique étrangère de la nouvelle Afrique du Sud : acteurs, facteurs et instruments, L'Harmattan, Paris, 2008 et de La nouvelle Afrique du Sud face à la mondialisation : les défis globaux d'une puissance africaine, L'Harmattan, Paris, novembre 2008.

Aussi, en 2006, les dix premiers pays d'accueil étaient les suivants : le Pakistan (1 047 000), l'Iran (969 000), les Etats-Unis (968 000), la Syrie (707 000), l'Allemagne (658 000), la Jordanie (519 000), la Tanzanie (486 000), le Royaume uni (314 000), la Chine (301 000) et le Kenya 290 000).

Ce nombre de réfugié dans le monde se combine avec une densité du système migratoire mondial. Ceci est une donnée notable, l'Asie est la première région de départ, loin devant l'Afrique, le bassin Caraïbe, le Mexique, la Colombie, les pays andins et les pays d'Europe centrale et orientale. Ces régions sont des pays à forte émigration économique. En effet, le sous continent indien comptabilise 15 millions de départs, le Mexique 11,5 millions, la Chine 8 millions. Le groupe de pays constitué du Pakistan, de l'Iran, de l'Albanie, de la Russie, de l'Ukraine et la Biélorussie, et des PECO présentent un solde de 20 millions de départs.

Les régions à migration forcée sont constituées de l'Afrique, du Moyen Orient et du Caucase. Comme un système de vases communicants, les pays à solde migratoire positif sont les pays du Nord. En effet, les Etats-Unis accueillent 1 million d'immigrés par an, l'Afghanistan 428 000, l'Espagne 405 000, l'Allemagne 220 000, le Canada 210 000 et la France 60 000.

Dans le même ordre d'idées, certains pays affichent un fort pourcentage de population immigrée. La population canadienne et australienne compte 20% d'immigrés. Dans les pays du Golfe persique, ce chiffre va de 50 à 75%. Selon des chiffres de 2003, les étrangers constituaient 63% des actifs à Oman et au Bahreïn, 70% en Arabie Saoudite, 82% au Koweït et au Qatar et 90% dans les Emirats arabes unis. Ce fort pourcentage de la population étrangère dans ces pays s'explique par le nombre d'emplois réservés aux nationaux et à la mise à l'écart des femmes.

Le continent africain n'est pas en reste du fait des secousses politiques, sociales et environnementales qui y ont cours.. Les africains en quête de travail ou d'une vie meilleure qui quittent leur continent ne convergent pas tous vers les pays du Nord. En effet, force est de constater que c'est la migration intracontinentale qui est l'apanage des populations de ce continent. Aux 4 millions de migrants installés en Europe et dans les autres pays industrialisés, 17 millions vivent en Afrique dans un pays dans lequel ils ne sont pas nés. Ce chiffre peut s'avérer crédible du fait de la grande taille du continent (53 Etats), de sa population (800 millions d'habitants) de la propension des africains aux déplacements et de l'Etat des frontières parfois poreuses.

A titre d'exemple, en Afrique de l'Ouest, 7,5 millions de personnes vivent dans un pays différent de celui où elles sont nées. D'une manière générale les mouvements migratoires intracontinentaux suivent un chemin allant de pays pauvres aux pays prospères. Aussi, l'Afrique du Sud, la Libye, le Gabon, le Cameroun, le Cote d'Ivoire et le Maroc sont des pays de destination des migrants originaires pour leur majorité de leur environnement régional.

En ce qui concerne les mouvements transcontinentaux, les migrants d'Afrique de l'Ouest prennent la direction du Maroc puis de l'Espagne, ceux de l'Afrique centrale suivent aussi cette route, ceux de l'Afrique de l'Est transitent par l'Ethiopie la Somalie afin de gagner les Etats du Golfe persique voire ceux d'Europe. Ceux de l'Afrique du Nord prennent la direction de l'Europe des Etats du Golfe. L'Afrique est ainsi au centre d'un schéma migratoire multidimensionnel.

A bien y voir, compte tenu de tous les déplacements, le chiffre de 50 millions de migrants africains 150 millions de migrants dans le monde, émis par l'Union africaine en 2008, parait fort crédible. L'apparition du migrant climatique doublée des crises alimentaires en constituent une donnée de poids.

L'apparition du migrant climatique et les crises alimentaires

La migration s'analyse, rappelons le, et cela est un nouveau phénomène à scruter de près, dans le prisme du changement climatique, lequel est source de conflit. La typologie est la suivante : changement climatique (inondation, sécheresse), migration, surpopulation, lutte pour la terre et l'eau, dégradation de la production agricole³ et enfin crise alimentaire. Cette crise est indissociable des effets du changement climatique induit. L'Afrique, à l'instar des pays de l'Asie du Sud-est, a en effet payé un lourd tribut, les émeutes de la faim en témoignent.

Une quarantaine de pays ont été touchés par ces émeutes, accentuées par les réfugiés. Ce sont notamment les inondations, doublées de la sécheresse qui ont entraîné une baisse des stocks de blé, dont la production est en baisse.

En Afrique, plusieurs pays ont été touchés, la Mauritanie, le Sénégal, le Mali (lequel en 2004 a vu sa récolte de blé détruite), la Guinée Bissau, la Sierra Leone, Madagascar, l'Egypte. Ces pays ont souffert d'un accès difficile à la nourriture. D'autres, pour des raisons qui peuvent s'avérer politiques, ont souffert de pénurie, ce sont le Lesotho et le Zimbabwe.

Enfin un troisième groupe de pays a souffert d'une insécurité localisée : ce sont le Soudan, le Kenya (notamment dans le Nord-est, ce qui a donné lieu à une aide de la communauté internationale de 140 millions de dollars) de la RDC, le Tchad et l'Ethiopie.

Cette crise alimentaire, nous l'avons noté, est la conséquence d'une typologie des migrations climatiques en Afrique. Les déplacements internes constituent le premier mode de migration. L'Afrique de l'Est est la plus touchée. C'est celle en premier lieu des éleveurs à la recherche des pâturages. Le Soudan, notamment dans la région du Darfour et du Kordofan, ainsi que le Kenya qui a vu des combats entre nomades pour le contrôle des hauts plateaux et des pâturages. Ensuite on assiste à un exode rural, source de conflits du fait de la surpopulation urbaine au Mali et à Nairobi au Kenya notamment.

Les déplacements hors de frontières, notamment dans des régions désertiques du fait aussi d'un mode de vie ancestral et de la porosité des frontières issues de la décolonisation le second mode de migration climatique sont une réalité. Le Tchad et le Soudan, le Mozambique (départ de populations vers l'Afrique du Sud notamment) suite aux inondations de 1999, ont été le théâtre des migrations forcées.

En somme, quatre constellations sont sources de préoccupation : la dégradation des eaux douces, le déclin de la production alimentaire, une hausse des tempêtes et les migrations. Plusieurs du monde que sont l'Afrique du Nord (Sahel) et australe, l'Asie centrale (Inde Pakistan, Chine et Bangladesh), les Caraïbes (autour du golfe du Mexique), les régions andines et amazoniennes d'Amérique latine, connaissent un sentiment d'insécurité.

Des facteurs structurels, la vulnérabilité des Etats en l'occurrence pèsent d'un poids important dans la fragilité des populations face aux effets du changement climatique. Ce sont principalement l'instabilité politique, le faible niveau de l'activité économique, la faiblesse de l'Etat providence, des faibles capacités d'accueil, une forte densité des populations et la proximité avec un pays en guerre.

³ Cas de l'Afrique de l'Ouest (invasion de sauterelles), de l'Afrique de l'Est (Soudan, Ethiopie, Kenya), et de l'Afrique australe avec des effets néfastes au Lesotho et au Malawi. En Afrique de l'Est, le Kenya a notamment, en 2005, souffert de la sécheresse, laquelle a menacé 2,5 millions de personnes de famine. En Ethiopie, 10 millions de personnes vivent de l'aide alimentaire, au Darfour (Soudan) ce sont 6,5 millions de personnes.

L'apparition du migrant climatique est liée au changement climatique consécutif à la dégradation de l'environnement.

La problématique du changement climatique : entre inquiétude et espoir

Depuis la crise écologique, l'avenir s'est assombri sur le globe depuis 30 ans. En effet, en plus du climat, tous les milieux naturels sont atteints. Les constatations sont à la hauteur des défis qui nous font face : émission des gaz à effet de serre, pillage des mers et des forêts. Le Président Chirac, à Johannesburg en 2002, à l'occasion du sommet sur le développement durable a tenu ces propos forts de sens : « La maison brûle et nous regardons ailleurs.....si l'humanité entière se comportait comme les pays du Nord, il faudrait deux planètes supplémentaires pour faire face à nos besoins ».

Les scénarios scientifiques, eu égard au climat, dans leur ensemble sont assez pessimistes : Selon le GIEC (Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat), une hausse de 6 à 7 mètres du niveau des mers est envisageable ; un exode massif de réfugiés climatique se profile à l'horizon ; dans 40 ans (2050) le système climatique mondial pourra être mis à mal avec des conséquences imprévisibles telles que la fonte de la calotte glaciaire, l'Amazonie virant à la savane et la disparition du golf stream.

Les effets du réchauffement climatique sont déjà visibles. Nous notons une accélération de la fonte des glaciers⁴, des canicules banalisées (Afrique de l'Est et de l'Ouest, l'Europe en 2003), des cyclones plus fréquents et violents (même si le nombre élevé de victimes humaines et de dégâts matériels est dû à une surpopulation)⁵, une accentuation de l'aridité et des inondations, des pénuries d'eau potable, le bouleversement des écosystèmes, des rendements agricoles imprévisibles et une expansion des maladies tropicales.

L'activisme humain est aussi à déplorer dans le livre noir du changement climatique. Nous citerons l'agriculture intensive surirriguée (stérilisation de millions d'ha de terre, avec en prime la ponction de 75% de l'eau douce qui manque à 1,5 milliard d'humains, la surexploitation de la pêche, la déforestation des ceintures vertes tropicales et l'émission du Co2 par l'industrie.

La perte de la biodiversité fait aussi partie des scénarios scientifiques alarmistes. En effet, la population de 1300 espèces de vertébrés considérés comme représentatifs de l'état de santé des milieux terrestre, marin et d'eau douce a diminué de 30%. Un tiers des amphibiens, un quart des mammifères et un huitième des oiseaux sont menacés.

Le XX^{ème} siècle, qui a été celui du productivisme et de la surconsommation aveugle des habitants de la planète, est pour sûr une des causes de la détresse physique de notre planète. L'activisme humain est ainsi lié à la dépendance aux énergies non renouvelables. Ce lien, pour sûr, n'est pas sans effet sur la survenue du changement climatique. Le siècle précédent a été synonyme de scientisme, militarisme, guerres, croissance économique aveugle- à laquelle l'Afrique est pour l'instant, à bon escient en marge, libéralisation, mondialisation, dégâts écologiques, développement incontrôlé du trafic automobile⁶ et de l'énergie nucléaire. Cette consommation effrénée dévore ainsi la planète.

⁴ Le Groenland a vu une fonte record en 2007. En Antarctique, 190 milliards de tonnes de glace avaient glissé dans l'océan en 2006.

⁵ Entre fin octobre et novembre 2007, 170 morts ont été déplorés en République Dominicaine et à Haïti. 100 000 personnes ont été sinistrées et des cultures dévastées en République Dominicaine Pour une perte de 290 millions d'euros. L'Asie a été et continue d'être touchée, l'Inde (Golfe de Bengale), de même que le Bangladesh, le Chine et Vietnam en l'occurrence.

⁶ Trafic qui n'est pas près de se réduire puisque la Chine et l'Inde, aspirent à rattraper leur retard dans ce domaine par une insertion durable dans l'économie mondiale.

Les dangers écologiques, lesquelles sont multiples et qui pèsent sur l'Afrique méritent que l'on s'y attarde puisque aucune région n'est épargnée. Ce sont une hausse générale des températures⁷, l'oscillation de l'atlantique Nord, la variabilité des précipitations en Afrique centrale, l'élévation du niveau de la mer dans les zones côtières de l'Egypte, dans le golfe de Guinée, les déplacements des régimes des migrations en Afrique de l'Est, une sécheresse récurrente depuis 2005 dans la corne de l'Afrique, les réservoirs réagissant aux variations climatiques dans les Grands lacs, la déforestation en Afrique centrale, des effets négatifs sur la pêche côtière (modification du courant marin Bangwela) en Angola, les îles de l'océan indien risquent de disparaître face à la menace de la montée des eaux. Une vague de sécheresse en Afrique australe, ponctuée par des inondations au Mozambique (1999), de la malaria en Afrique du Sud, et une réduction voire une perte du cactus dans la région du Cap dans le même pays sont à mettre en lumière. Ces éléments attestent ainsi de l'exposition et des défis de l'Afrique

La déforestation et la perte des ressources hydrauliques du fait des activités humaines constituent aussi une source de préoccupation majeure. La côte d'Ivoire voit sa forêt primaire disparaître, puisque de 8 millions d'ha au début du XX^e siècle, il n'en reste qu'un million et demi aujourd'hui. Le Lac Tchad s'assèche aussi dramatiquement, puisque sa superficie est passée de 250 000 km² en 1963 à 5 000 aujourd'hui, du fait de la déforestation cause des famines des années 1970-1980. Chaque année, 800 000 ha de forêts sont détruits dans le bassin du Congo qui s'étend sur 520 millions d'ha repartis entre le Cameroun, la RCA, le Gabon, la Guinée équatoriale, le Congo et la RDC.

Aussi, des initiatives, notamment au plus niveau, ceci augurant de l'intérêt de la Communauté internationale, ont été prises quant à la préservation du bassin du Congo, lequel est le deuxième poumon de la planète après l'Amazonie. La résolution de l'ONU n° 54/214 de février 2000 relative à la conservation et à la gestion durable des écosystèmes en Afrique centrale en est l'expression marquante. Dans cette lignée, l'Union européenne et les Etats-Unis consacrent déjà 230 millions de dollars à la préservation de cette forêt précieuse.

Les migrations climatiques sont sources, du fait de la densité de la population dans le pays d'accueil, conjuguée au stress hydrique et au combat pour l'appropriation des terres arables et des pâturages, de conflits. Si plusieurs régions d'Afrique, notamment sahéliennes ont été la proie, dans la lignée de la crise alimentaire et des conflits entre nomades⁸, c'est la région du Darfour au Soudan qui est l'expression du conflit lié aux déplacés climatiques.

Le Darfour : expression d'un conflit résultant de la migration climatique

La sécheresse qui sévit dans la Darfour depuis plus d'une dizaine d'années vaut aussi pour l'ensemble du Soudan, lequel est le pays le plus vaste du continent africain (2 505 810 km²), et peuplé seulement de 33,6 millions d'habitants.

Ce pays connaît un ensemble de catastrophes climatiques et écologiques. Dégradation des terres, désertification et expansion du désert, diminution des précipitations dans le Darfour et au Kordofan. Le Nil bleu est sorti de son lit et causé des inondations générales, une diminution du couvert forestier, (suite au déboisement résultant d'une forte demande excessive de charbon) de 11,6% depuis 1990 (8,8 millions d'hectares), les deux tiers des forêts du Nord, du Centre et de l'Est ont disparu entre 1972 et 2001. Le Sud Soudan a perdu 40% de ses forêts depuis l'indépendance en 1956, soit une progression en moyenne de 100km au cours des quarante dernières années.

⁷ Le continent fait face à une hausse générale de 3,5C° dans le Sahara, le Sahel, au Nord-Est et en Afrique australe.

⁸ Des combats ont eu lieu au Kenya, pour le contrôle des hauts plateaux et des pâturages.

Le facteur non négligeable à mettre en lumière est le surpâturage du fait de l'augmentation du cheptel animal, lequel est passé de 27 à 135 millions aujourd'hui.

Un risque de conflits climatiques sur l'ensemble du pays n'est pas à exclure, à l'instar du Darfour, dans d'autres régions comme le Kordofan et les Mt Nouba (recherche de pâturages pour chameaux de la tribu Shanaba), le Kassala oriental, le Nil bleu septentrional, le Nil supérieur et le Nord de l'Etat Unity.

Ce pays, situé dans le région d'Afrique ayant payé le plus lourd tribut des effets du changement climatique (Région Est), subi donc l'impact de cette nouvelle donne. C'est notamment le Darfour qui est en première ligne⁹ et dans lequel bien avant 2003 (date du début du conflit), des antagonistes y ont cours.

Cette région, située dans l'Ouest du pays, est aussi vaste que la France (490 000 km²), partage des frontières avec le Tchad (1300 km), la Libye (140 km) et la République centrafricaine (370 km). Avec une population comprise entre 4 et 6 millions d'habitants, l'activité économique, notamment dans le Sud, se compose de la culture du mil et de l'élevage semi-sédentaire. Le nombre de tribus qui la compose témoigne de la complexité socioreligieuse de ce territoire et des tensions qui y ont cours. En effet, une trentaine de tribus y cohabite, parmi lesquelles, les *four*, les *bami*, les *barli*, *hafamia*, *zaghawa*, *ziyadiya*, *rizaigal*, *masalit*, *ma'alia*, *ta'asha*, *midoub*, *birguid*, *missariya*, *iraigat*, *iaifa*, *fallala*, *guilir*, *bani*, *mansour*, *ta'alba*, *droug*, *silaihab*, *turgum* et les *mararit*.

Majoritairement peuplé de musulmans, cette région a été le point de passage et de la rencontre entre les arabes nomades éleveurs et les non arabes « Noirs », africains ou *Zourgas*, sédentaires et agriculteurs. En conséquence, des mariages intergroupes et l'assimilation réciproque au delà des discours claniques ont eu lieu.

Cette crise est ainsi due aux conséquences de la sécheresse qui a durement frappé le Nord de la province et entraîné une réduction de la production alimentaire, une baisse de 70% du rendement des cultures. On estime que d'ici 2020, entre 5 et 20% de perte de récoltes est à envisager consécutive à une diminution du tiers des précipitations au cours des 80 dernières années.

Ainsi, la sécheresse, la pression sur les moyens de subsistance (agriculture et élevage), la forte demande de charbon, le déplacement de populations vers le Sud, la surpopulation, la lutte pour la terre et les pâturages sont la cause de ce conflit lequel est d'origine climatique même si des racines religieuses et ethniques ne sont pas à proscrire.

Entre 1979 et 1985, la sécheresse a été forte dans cette région, entraînant une forte transhumance des éleveurs nomades vers le Sud. Les populations du Nord et de l'Ouest du Darfour ont du descendre vers le Sud de la région, jusqu'au Sud-est du Tchad et en République centrafricaine. Le centre de la région, la plus riche, laquelle a été épargnée par la sécheresse est devenu la convoitise des arabes nomades. Cette sédentarisation a ainsi aggravé voire accentué les conflits traditionnels entre les agriculteurs sédentaires (à majorité noirs) et les arabes éleveurs et nomades. Selon l'ONG soudanaise AL MASSAR, le nombre de nomades est passé de 259 887 en 1993 à 575 268 en 2002. Force est de constater que, avant la déflagration de 2003, des conflits avaient déjà eu lieu, au milieu des années 1990, entre les milices arabes « *janjawids* »¹⁰ et les non arabes agriculteurs.

A cet égard, l'action du gouvernement, dans un souci de lutter contre cette sécheresse, a consisté à créer des puits d'eau, lesquels, loin d'apaiser les tensions, ont plutôt contribué à exacerber de nouvelles tensions entre les différentes communautés.

Ainsi, selon les non arabes, la terre est la principale cause du conflit et évoquent la volonté des arabes de la leur déposséder. De ce fait, deux conceptions s'opposent : celle des

⁹ Réduction de la production alimentaire, baisse de 70%, du rendement des cultures,

¹⁰ Des cavaliers lourdement armés, se déplaçant à cheval ou en jeep, soupçonnés d'accointance avec le pouvoir central.

non arabes qui préconisent le maintien et la réaffirmation de la tradition et du droit coutumier, en produisant des documents remontant à l'époque du sultanat ou de la période coloniale ; celle des arabes qui récusent ce système traditionnel et exigent un droit moderne, s'appuyant sur l'illégalité du système. Ces derniers n'ont pas de «Dar»¹¹, (terre), disposent seulement des *Damrat* qui sont des centres situés à l'intérieur des Dar, parfois occupés par des non arabes.

Cette lutte pour la terre arable qui cristallise les tensions, a donné lieu à deux principaux groupes armés se revendiquant de l'une et l'autre communauté, les milices arabes et des mouvements non arabes.

Les milices majoritairement arabes, appelées «*janjawid*», terrorisent les populations noires¹². Ils sont décrits comme une bande de pillards circulant à cheval ou en véhicules légers (jeep), armés de fusils d'assaut et au nombre de 20 000.

Le nombre de morts varie selon les sources et les témoignages. Il va de 10 à 50 000, voire 180 000 selon l'ONU. La prudence reste de mise pour ce qui du nombre de morts, parce que l'on se base sur des témoignages des victimes, lesquelles évoquent les membres de leurs familles disparus ou sans nouvelles.

Cette région avait déjà connu des mouvements sporadiques au début des années 1980. Le premier était l'*At-Tajama Ul -arabiya* (alliance arabe), qui pour faire face à un mouvement politique non arabe « Four », le *Darfour Development Front*, prônait en 1986 l'unité des groupes arabes du Darfour. Cette alliance arabe, qui luttait pour un gouvernement local arabe, est à l'origine de l'instrumentalisation des *janjawids*, dont on soupçonne une accointance avec le pouvoir central, et qui attaqueront les Four à la fin des années 1990.

Aux mouvements arabes s'opposent des mouvements non arabes, constitués de deux groupes principaux : le front de libération du Darfour (FLD) composé de *Zawagha* (tribus vivant des deux cotés de la frontière soudano-tchadienne) et de *Four* ; le Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE), composé de différentes ethnies non arabes du Darfour. Ce dernier mouvement s'est scindé en 2004 avec la création du Mouvement national pour la réforme et le développement (MNRD), dirigé par Jibril Abdel KARIM.

Force est de constater que cette rébellion des non arabes a des ambitions ambivalentes, puisqu'elle est partagée entre protection des leurs et ambitions économiques. En effet, l'ambition politique, (attaque en février 2003 des locaux étatiques suite aux concessions économiques accordées à la province du Sud par le gouvernement central)¹³ se conjugue à la lutte contre les *janjawid* et à la protection des fermes et villages des agriculteurs. En effet, d'une cause identitaire et territoriale elle est devenue politique.

A ces deux principaux acteurs, s'ajoutent les forces armées soudanaises, tchadiennes et les milices tribales d'autodéfense.

Aussi, cette crise complexe donne lieu à des tentatives de résolution, aussi bien nationales qu'internationales.

¹¹ En effet, Darfour veut dire terre des four ou fur.

¹² Destruction des plantations, des maisons, enlèvements, viols. Pour ce qui est de ces dernières, au Soudan, le terme viol a une assertion différente de celle couramment utilisée. Viol dans le contexte soudanais équivaut à extorsion ou violences physiques.

¹³ Rappelons qu'en 2005, la province du Sud et le pouvoir central ont signé un accord de paix mettant fin à plus de deux décennies de guerre civile, les négociations ayant pris un tournant stratégique en 2002 à Machakos (Kenya).

Des solutions diverses et multiples engageant plusieurs acteurs

La réponse donnée par le gouvernement soudanais est d'abord environnementale. L'investissement dans la gestion environnementale financée par la Communauté internationale à partir de revenus tirés du pétrole et du Gaz, prélude à l'édification de la paix en constitue la première. Cet investissement se double de recommandations, lesquelles sont le renforcement des capacités gouvernementales et locales dans le domaine de l'environnement et l'intégration de nouveaux facteurs environnementaux dans tous les projets d'aide au développement de l'ONU. Ce plan est estimé à 120 millions de dollars sur une durée de trois à cinq ans¹⁴.

L'action du gouvernement a aussi été locale. Dans les semaines qui ont suivi la terrible sécheresse du Nord du Darfour, le gouvernement a créé des puits d'eau lesquels, rappelons le, ont eu l'effet inverse de celui escompté, l'exacerbation des tensions entre les communautés en l'occurrence. Ensuite des projets de développement de l'agriculture, avec comme objectif de réduire les voies de transhumance et de pâturage, on aussi été à l'origine de conflits terriens.

L'action du gouvernement n'a pas semblé donner ses fruits, et c'était déjà le cas en 2003. En effet, la mise à disposition des populations des réserves stratégiques de céréales tenues par le ministère de l'Economie et des Finances, un budget d'urgence pour les ressources en eau, la prescription des études pour s'attaquer aux problèmes écologiques, l'incitation des organisations caritatives à intervenir, la campagne de mobilisation pour des dons des hommes d'affaires et de grandes sociétés, n'ont pas eu l'effet escompté.

La solution internationale se conjugue à la solution nationale, puisque cette crise remplit toutes les conditions d'un droit d'ingérence international (porosité de la frontière Est du pays, intervention du Tchad voisin, un grand nombre de déplacés¹⁵ et victimes civiles). L'implication des ONG (au nombre de 181) affichant le chiffre record de 125 000 travailleurs humanitaires est notable. A cette action humanitaire, se greffe une succession d'initiatives pas toujours fructueuses, la résolution politique par des négociations entre l'Etat et les groupes rebelles notamment. En 2004 des négociations se sont déroulées sous l'égide du Tchad. Le 30 novembre 2006, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (CPS) a prolongé de six mois le mandat de l'AMIS (Mission africaine au Darfour) laquelle se compose de 7 000 soldats sous-équipés. Les 29 et 30 janvier 2007, l'UA a consacré un sommet au Darfour. Le 12 juin 2007, le déploiement d'une force hybride de l'UA et de l'ONU s'est opéré dans cette province. Enfin, la résolution de l'ONU (rédigée par la France) du 30 octobre 2007 autorisant le déploiement d'une force multinationale composée de l'ONU et de l'UE (Eufor) dans l'Est du Tchad (frontière avec le Darfour, et au Nord-Est de la République centrafricaine atteste des initiatives prises par la Communauté internationale pour soulager les populations et essayer de mettre fin à cette crise.

Ces initiatives politiques ne doivent pas faire oublier l'essentiel : aider les populations à retrouver leurs terres et maisons, réduire le nombre des ONG lesquelles sont sources de rackets, d'économies criminelles et d'insécurité.

¹⁴ Seuls 18% des 840 000 km² de terres cultivables sont mis en valeur. Sept millions de personnes vivent de l'aide alimentaire, malgré la culture du coton, du sésame, de l'arachide, du sucre et de la gomme arabique qui représentent 45% du PIB.

¹⁵ 2 millions selon l'ONU.

Enfin, la légitimité de l'Etat soudanais à résoudre cette crise est ternie par deux facteurs : les liens supposés de l'Etat avec les milices *janjawids*¹⁶ et la demande faite aux juges de la CPI par le procureur de la dite Cours, Luis Moreno OCAMPO, le 14 juillet 2008, d'émettre un mandat d'arrêt international contre le président Omar AL BACHIR¹⁷ pour génocide, crime contre l'humanité et crime de guerre commis dans la région du Darfour depuis 2003. L'annonce, le 12 novembre 2008, par ce dernier d'un cessez-le-feu immédiat au Darfour n'est pas étrangère à cet état de fait. Donner des gages à la Communauté internationale est pour sûr le but de cette décision unilatérale, laquelle a été rejetée par le MJE (Mouvement pour la Justice et l'Egalité), un groupe rebelle du Darfour. La radicalisation de la position du MEJ illustre encore plus la prise en otage de la population et la difficulté d'arriver à un consensus national.

Au final, si la recrudescence des conflits liés au changement climatique est une réalité globale, l'Afrique n'est pas pour sûr à exclure, à cause de sa singularité liée aux soubresauts sociopolitiques, la réactivation du conflit à l'Est de la RDC en témoigne.

¹⁶ Corroborés par le fait que ce sont les arabes qui dirigent le pays depuis 1956, date de son indépendance.

¹⁷ Au pouvoir depuis 1989.